

# FLAMBEAU

## des démocrates

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS, D'INVESTIGATIONS, D'ANALYSES ET DE PUBLICITE  
N°0455 du Jeudi 23 Juin 2016 PRIX : 250 F CFA

Editorial

# Le point de rupture

P.3

## Diplomatie



Nicolas Berlanga Martinez,  
Pdt de la délégation de  
l'UE au Togo

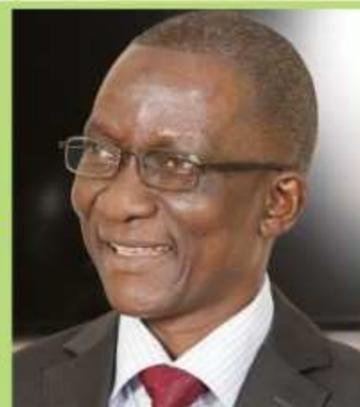
# L'UE, premier partenaire au développement du Togo!

P.3

Visite du ministre Agadazi à l'INFA de Tové en vue d'aplanir les divergences

# La montagne accouche d'une souris

P.5



Le ministre Agadazi

HAAC

# Pitang Tchalla aux commandes!

P.4



Côte d'Ivoire

# Guillaume Soro situe l'opinion sur son avenir politique!



Sport

FTF/ Reprise des compétitions nationales

# Les grandes interrogations

P.7



Le Col. Guy Akpovy, Pdt du Comex de la FTF



Le Comité des présidents de fédération à la réunion

Comité d'Action pour le Renouveau (CAR)

# Les présidents de fédération réclament un congrès

P.3

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016

**EXIGEZ  
LA QUITTANCE  
SÉCURISÉE  
POUR PLUS DE  
TRANSPARENCE  
DANS LA COLLECTE  
MANUELLE DES  
RECETTES DE L'ETAT**



FEDERER POUR BATIR  
[www.otr.tg](http://www.otr.tg)

## AVIS DE VENTE D'IMMEUBLE

Est mis en vente, un immeuble avec titre foncier sis à Hedzranawoe, non loin de l'Aéroport. La bâtisse est de trois (3) niveaux.

Un rez-de-chaussée comprenant 2 chambres + 1 salon+ 2 WC et douche, une cuisine+ 1 boutique+ 1 bureau avec 2 garages de 7 à 8 voitures.

Le premier étage dispose de deux couloirs. Le premier comprend 4 chambres avec WC + 1 salon +1 cuisine+ 1 terrasse+ balcon.

Le second dispose de 1 salon+ 1 salle à manger+ 2 chambres avec WC et Douche + 1 cuisine + 1 WC visiteur.

Au deuxième étage, se trouvent un grand salon + 1 chambre avec WC et Douche + 1 Bar avec une vue sur la terrasse+ 1 grande terrasse avec vue sur le premier étage. L'ensemble de l'immeuble est couvert avec une dalle en pente.

Derrière l'étage, se trouve également une villa composée de 4 chambres+1 couloir + 1 WC et Douche.

***Pour toutes informations, contacter les numéros ci-dessous:  
Togocel : (00228) 91 69 69 13 - Moov : (00228) 98 58 13 42***

## EDITORIAL

# Le point de rupture

Le Car est-il au bout de son tunnel ? 7 mois après la tempête qui a causé sa panne sèche ? Depuis novembre 2015 les soubresauts internes le font vaciller dans un paysage politique miné par la division et le mépris. Le combat de la honte mené par les fils et filles d'un même creuset national ne tarit pas en rebondissement.

Ainsi, depuis le 18 juin, la guerre froide a libéré les énergies dans les fédérations du Car décidées à rompre avec la monotonie. A haute et intelligible voix, les porte-voix de la base du parti réclament le droit de se prononcer sur l'avenir du parti à travers un congrès. Manipulés ou manipulateurs, à moins que la preuve contraire leur dénie le droit de parler au nom de la base, ces fédéraux signent le point de rupture entre le "bélier noir" et le président Apévon en position de force au début des hostilités. Terrible revirement de situation pour ce dernier qui a pris tout son temps de dénoncer plutôt que d'agir, mettant les institutions du parti en veilleuse.

Il est clair que dans cette guerre de tranchée qui fragilise plus le "parti des déshérités", "Agboblack" reprend du poil de la bête et affiche les intentions de reprendre les commandes de son Car. Qu'elle soit illégale ou pas, la sortie des fédéraux exhibant le rouge initial de son fondateur annonce une nouvelle, celle du congrès dont les couleurs de l'affrontement sont déjà hissées dans le fief du président national sortant. Le point de rupture que signent donc les fédéraux instruit désormais l'opinion sur le véritable maître à bord du Car.

En réalité, depuis 2008 où il prit les commandes, le président national n'est resté que le N.2 à bord. L'homme n'a jamais réussi à se soustraire de la dominance du grand artisan de l'avènement de la démocratie au Togo. C'est à juste titre que depuis que l'air de la crise a soufflé, Apévon n'a jamais réussi à s'imposer en usant de son autorité parce que, dans son propre bureau il ne fait pas le poids. C'est ici le lieu de repenser la création des partis dans le landerneau politique togolais basée sur le culte de la personnalité. La nomenclature de tous les partis politiques répond à cette règle simple : la personne du président passe avant les idéaux du parti. Et la règle nous enseigne aussi que c'est sur les épaules du puissant président, que reposent toutes les charges du parti si derrière, il n'y a pas des militants de bonne volonté et une diaspora pour venir en renfort. Voilà pourquoi, ces présidents même partis, ne partent jamais. Ils restent dans les coulisses pour surveiller le patrimoine légué.

Imaginons un Unir sans Faure Gnassingbé, une Anc sans Fabre, un Obuts sans Agbéyomé Kodjo ou encore une Ufc sans Gilchrist Olympio, des hommes forts au lieu d'institutions fortes.

C'est donc normal que, quand le Général s'éclipse, les Lieutenants ne répondent jamais aux attentes des militants.

Isaac Tonyi

## Comité d'Action pour le Renouveau(CAR)

# Les présidents de fédération réclament un congrès

**L'accalmie au Comité d'Action pour le Renouveau après les soubresauts observés n'aura été que de courte durée. Depuis samedi dernier, la crise a pris une autre tournure avec la montée au créneau de 33 des 36 présidents fédéraux que compte le parti. Ces derniers à travers une réunion tenue à Lomé, demandent dans une lettre au président Apévon Dodji l'organisation d'un congrès dans les plus brefs délais.**



Le Comité des présidents de fédérations à la réunion

Ce nouveau revirement de la situation selon les présidents de fédérations signataires de ce courrier, reste la mise en veilleuse des institutions du parti pendant que l'actualité politique du pays évolue sans le Car. « Nous sommes très peinés de constater que depuis sa dernière réunion du 15 mars 2016, le Comité Directeur, organe habilité par nos statuts à dénouer la crise et à programmer les activités à mener par le parti

ne s'est plus réuni jusqu'à ce jour, alors que la période en question est riche en événements politiques, économiques et socioculturels sur lesquels nos militants et sympathisants attendaient dans nos fédérations de connaître la position du Car » indique le courrier. Pour ces présidents de fédération, le mépris exprimé par le prési-

dent national à leur égard suite à des courriers à lui envoyés sur les dangers du blocage, couplé des manquements observés après la tournée nationale de Me Apévon, tournée au cours de laquelle ce dernier émettait l'idée de la création de son parti. Pire encore selon les présidents de fédération signataires, certains collaborateurs du président national ont brûlé les symboles du parti sans la réaction de Me Apévon. Les présidents

de fédération se disent aussi intrigués par les propos du président qui menaçait de détruire le parti si jamais il devait partir. C'est donc pour mettre sa menace à exécution selon ces derniers que le président reporte sa décision de créer son parti. « vous convenez que de par vos agissements, la crise a atteint un seuil de gravité tel que nous devons aller au-delà des pétitions que nous vous avons précédemment envoyées au niveau de nos fédérations et régions respectives auxquelles vous n'avez accordé aucune importance » s'insurgent les présidents de fédérations qui réclament dans les plus brefs délais l'organisation d'un congrès. « Nous vous demandons, avec tout le respect dû à la fonction que vous incarnez au sein du parti, de bien vouloir convoquer le parti à se réunir en session extraordinaire dans le délai statutaire d'un mois en vue de mettre fin à la crise », concluait en ces termes le courrier.

Optimistes quant à la recevabilité de leur courrier, ces présidents de fédérations et certains militants du parti vêtus en rouge pour la circonstance attendent donc la réaction du président Apévon pour se projeter dans la suite de ce qu'il convient d'appeler une bataille rangée.

Isaac Tonyi

## Diplomatie : L'UE, premier partenaire au développement du Togo !

**Conformément à la dynamique des échanges annuels entre l'Europe et l'Afrique, notamment sur les enjeux de l'heure, les Ambassadeurs et les Chefs de Délégations de l'Union Européenne en Afrique, se sont réunis à Lomé du 20 au 21 juin dernier. Ont été discutés au cours de ce séminaire sous-régional auquel a pris part l'Ambassadeur des Etats-Unis au Togo, plusieurs sujets liés à la sécurité, au terrorisme et l'immigration clandestine, entre autres... Rencontre en marge de laquelle, une enveloppe de 715 millions d'Euros, soit 470 milliards FCFA a été allouée sous forme de don au Togo par l'UE, devenue le premier partenaire au développement.**

Lomé, capitale sous-régionale de l'UE

Comment unir les forces pour cerner au mieux et dans une dynamique unitaire, les questions les plus brûlantes de l'heure, notamment les enjeux liés à la sécurité, le terrorisme, l'immigration clandestine, le changement climatique, l'intégration régionale dans l'espace Uemoa et Cedeao, l'emploi des jeunes et surtout, le soutien de l'Union Européenne (UE) aux pays de l'Afrique de l'Ouest ? Voici donc la thématique autour de laquelle se sont réunis, pendant deux jours dans la capitale togolaise, des diplomates européens accrédités près les pays de l'Afrique de l'Ouest.

Plusieurs allocutions ont marqué l'ouverture de ce forum de réflexion. « Ce séminaire des Ambassadeurs de l'Union Européenne en Afrique est un forum annuel de réflexion. Lomé a été choisie pour l'édition de cette année où nous débattons des questions liées à la coopération, à la sécurité, au terrorisme, à l'immigration clandestine, à l'intégration sous-régionale ou encore la piraterie... », a expliqué, dans son mot de bienvenue, Nicolas Berlanga Martinez, le Chef de la Délégation de l'Union Européenne au Togo. Et le Directeur Exécutif Afrique au Service Extérieur pour l'Action européenne à Bruxelles d'ajouter : « Il est important qu'entre le Siège et nos Délégations, nous nous réunissions de temps en temps pour que les priorités que nous ressentons à Bruxelles auprès de nos Etats membres et de l'Instance Migration-Terrorisme soit bien incorporées dans notre action sur le terrain. Il s'agit aussi de bien écouter nos Ambassadeurs et penser ensemble à comment améliorer nos instruments pour répondre aux priorités... », a poursuivi Koen Vervaeke.



Nicolas Berlanga Martinez, Pdt de la Délégation de l'UE au Togo

Le ministre togolais des Affaires Etrangères et de la Coopération, Robert Dussey, après s'être réjoui du choix de Lomé pour abriter cette rencontre sous-régionale, s'est ensuite félicité des bonnes relations qui caractérisent la coopération entre l'Europe et ses pays partenaires d'Afrique et dont ce séminaire en est une illustration parfaite. Le Chef de la Diplomatie togolaise a, ensuite, exhorté l'Union Européenne pour une franche collaboration pour la réussite de la tenue prochaine du Sommet de l'Union Africaine sur la Sécurité Maritime et le Développement, prévue à Lomé dans la seconde moitié du mois d'octobre prochain.

L'UE aux côtés du Togo !

Les actions de l'UE avec les pays de l'Afrique de l'Ouest se concentrent essentiellement autour de la croissance économique, l'emploi, la sécurité, le soutien à la jeunesse et bien d'autres. Pour la réussite de cette politique, L'UE a mis une enveloppe de 1,150 milliards d'Euros à la disposition des pays de

la sous-région. Dans le cadre des actions de l'UE en matière de renforcement de la coopération bilatérale entre ces pays et l'UE, se tient ce jeudi 23 vendredi 24 et demain samedi 25 juin à Lomé, un dialogue d'orientation technique stratégique entre la Cedeao et l'Uemoa. Mais avant, une conférence-débat s'est tenue hier mercredi au siège de la délégation de l'UE à Lomé à l'intention des citoyens européens vivant au Togo. Rencontre en marge de laquelle, a été signé un document de coordination d'aide au développement fourni au Togo par l'Union Européenne. En effet, d'après un communiqué de presse rendue publique par la représentation de cette institution, la France et l'Allemagne, dans le cadre de leurs programmes conjoints de développement, ont signé hier avec le Togo, un document de programmation conjointe de l'aide au développement 2014-2020. Cette signature s'inscrit dans la droite ligne de la politique de développement décrite dans la stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE) 2013-2017. Cette nouvelle coopération se focalise sur cinq (5) grands axes. Il s'agit de la stabilisation politique, la consolidation démocratique, l'appropriation d'un Etat de droit et la réconciliation nationale, le renforcement des capacités du Togo à promouvoir la paix et la stabilité dans la région et à lutter contre les trafics illicites, la promotion du commerce et de l'intégration régionale, la réduction de la pauvreté et le développement économique et sociale puis le renforcement des capacités de la société civile à suivre l'action gouvernementale et à lui demander des comptes.

Il a été également signé en marge de la même cérémonie, une convention avec l'Union des Communes du Togo. L'objectif est de renforcer les capacités des communes dans le domaine de la fiscalité locale et de l'Etat civil ainsi que d'appuyer la maîtrise de l'ouvrage communale dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. L'UE participe à ce projet à hauteur de 300.000 Euros et la France, avec un montant estimé à 504.000 Euros.

Magloire TEKO

## Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication

# Pitang Tchalla aux commandes !

**Il s'appelle Joseph Samuel Pitang Tchalla Mingsah. L'homme est devenu, depuis la semaine dernière, le désormais nouveau Président de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (Haac). Aux termes d'une session tenue le jeudi 16 juin dernier, l'ex -ministre de la Communication a été porté par ses pairs à la tête de cette institution pour un mandat de cinq (5) ans.**



«...les supputations vont bon train quant au prochain président. Des langues donnent favori, l'ancien ministre de la Communication, Pitang Tchalla... », écrivions-nous déjà, dans notre parution du jeudi 16 juin dernier. Et la surprise, en fin de compte, aura été qu'il n'y avait point eu de surprise. L'ex- Directeur général de la TVT a été élu, par ses pairs, à la tête d'un bureau de quatre membres pour un mandat qui couvre la période 2016-2021.

Dans sa nouvelle tâche, celui qui était jusqu'à sa nomination par le Chef de l'Etat et son élection, ministre-conseiller du Président de la République, sera aidé dans ses tâches par Octave Olympio qui occupe la Vice-présidence, puis Mathias Ayéna et Babaka Badjibassa, respectivement 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> rapporteur dudit bureau.

L'élection du bureau exécutif de la Haac parachève le processus d'installation des nou-

veaux membres de cette institution, après leur prestation de serment, le 9 juin dernier, et la mise en place des huit comités techniques dont les actions devront aider ladite institution à jouer convenablement son rôle, celui de garantir et assurer la liberté et la protection de la presse et de tous les moyens de communication de masse au Togo. Ceci, dans le strict respect de la déontologie en matière d'information et à l'accès équitable des partis politiques, des associations et des citoyens aux moyens officiels d'information et de communication. Par ailleurs, Joseph Samuel Tchalla Mingsah Pitang devra s'atteler, avec le concours des autres membres et non membres du bureau, à garantir aussi l'utilisation équitable et appropriée des organes publics de presse et Institutions de la République. Et les compétences n'en manquent pas pour parvenir à cet objectif, tant la nouvelle équipe regorge d'assez de têtes bien faites

à cet effet. Désormais aux affaires, Pitang Tchalla devra aussi s'atteler à assainir le monde de la presse togolaise où règne une atmosphère pas saine, marquée par des attaques entre journalistes. Ce qui porte entorse aux règles de confraternité qui régissent pourtant la corporation.

L'autre innovateur dont il faut se réjouir en est justement l'ouverture qui caractérise cette nouvelle Haac, notamment avec l'élection par les députés de la majorité présidentielle, de Zeus Komi Aziadovor, un journaliste pourtant proche de l'opposition dite radicale. Ce qui symbolise parfaitement l'osmose qui caractérise cette institution. C'est aussi l'expression de la belle avancée démocratique amorcée par

le Togo depuis une dizaine d'années déjà.

Seule fausse note, la seule femme que compte cette institution de 9 membres ne figure pas dans le bureau exécutif. Une sorte de contradiction avec la tendance que prône le gouvernement togo-

lais, celle de promouvoir l'égalité de genre dans tous les secteurs socio-professionnels du pays. Toutefois, nous osons croire que cette tache d'huile n'entachera guère la dynamique du groupe qui devrait régner au sein de cette institution.

FD

## Amélioration du système statistique national du Togo L'INSEED valide le rapport diagnostic

**Les acteurs du système de la statistique nationale se sont réunis, hier mercredi, à Lomé. Il s'agit pour ces derniers, d'examiner et valider le rapport national sur le diagnostic du système statistique national du Togo. Ceci, en vue de doter le Togo d'une nouvelle Stratégie nationale de développement de la statistique, dite de deuxième génération. Initiative de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) et du ministère de la Planification du Développement.**

Pour une meilleure planification de sa politique de développement, le gouvernement togolais, en collaboration avec l'Union Européenne, à travers son projet PAI 2, a amorcé depuis 2008, une vaste réforme structurelle, dite Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS) dont

document élaboré en y apportant vos diverses contributions et observations, en vue de son amélioration et à le valider, s'il y a lieu ». Et dès lors sera amorcée, la deuxième phase de la nouvelle Stratégie nationale de développement statistique (SNDS), s'étendant sur la période 2017-2021 dont un rapport



Table d'honneur

la première phase est arrivée à terme en 2013. A suivi la période 2014-2015 marquée par l'élaboration et la mise en œuvre d'un véritable plan d'actions à cet effet. Une période qui a vu s'opérer, plusieurs réformes entre autres, la mutation de l'ex- Direction Générale de la Statistique Nationale (DGSN) en Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED). Outre la réalisation des activités d'identification des besoins en données et défis statistiques pour le suivi des politiques de développement, d'autres activités ont, par ailleurs, meublé cette étape transitionnelle, notamment la formation des acteurs du système de la statistique nationale sur les nouvelles directives des SNDS de deuxième génération en octobre 2015. Ensuite, le diagnostic du système statistique national ayant abouti à l'élaboration dudit rapport national provisoire, objet de cet atelier de validation.

Pour le Directeur national de l'INSEED, représentant le ministre de la Planification et du Développement, Yao Kokou N'Guissan, «il s'agit pour les participants d'examiner à fond, le do-

provisoire a été validé le 11 janvier dernier sur le système statistique national. Cette deuxième étape, poursuit le Directeur général de l'INSEED, vise, entre autres, à consolider les acquis et à corriger les insuffisances découlant de la mise en œuvre de la première stratégie de 2009-2013. « Elle contribuera à rendre notre système statistique national durablement capable de produire les informations statistiques nécessaires à la formulation, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des politiques de développement », a-t-il précisé.

Ces politiques se déclinent sous plusieurs formes, notamment le programme national de renforcement des capacités et de modernisation de l'Etat pour le développement durable du Togo, couvrant la période 2015-2019, la vision du Togo à long terme, l'adaptation du cadre stratégique national de Développement aux nouvelles orientations universelles post OMD, suite à l'adoption des Objectifs de Développement Durable (Odd), puis l'agenda 2063 pour l'Afrique et le Plan d'action 2020 pour le développement de l'Afrique.

Magloire TEKO

## Processus de démocratisation

### Jean Dégli conjugue la CNS au présent

**Le 8 juillet prochain, il fera exactement 25 ans qu'a démarré au Togo, la Conférence Nationale Souveraine (CNS), ouverte en 1991. Acteur clé de ce tournant décisif dans l'histoire politique du pays, Me Jean Yaovi Dégli entend marquer l'événement. A l'occasion de la célébration de ce vingt-cinquième anniversaire, ce dernier s'offre le devoir de mémoire en faisant revivre cet événement autour d'une table-ronde. Occasion pour les acteurs politiques nationaux, de faire le bilan du chemin parcouru depuis lors et faire des propositions pour une sortie de crise définitive.**

L'annonce a été faite au cours d'une conférence de presse animée lundi à Lomé. Me Jean Yaovi Dégli organise le 8 juillet prochain à Lomé, une table-ronde à l'occasion de la célébration du jubilé d'Argent de la Conférence Nationale Souveraine (CNS). Un forum de discussion auquel prendront part, les acteurs, issus notamment du monde politique, confessionnel et de la société civile, ayant intervenu de diverses manières, dans la vie politique du pays à l'époque.

Sera dressé au cours de cette rencontre, le bilan du chemin parcouru par le Togo des 25 ans après la CNS, notamment dans divers domaines, tels la politique, les droits de l'Homme, la démocratie, l'économie, l'éducation, la culture, et les sports entre autres... Ceci, pour en dégager des pistes de solution afin de sortir le Togo du

labyrinthe dans lequel, il se trouve engouffré depuis lors. Autrement, il sera question d'effleur, à travers analyses et diagnostics, des pistes de solution pour une véritable sortie de crise.

Bref, « Si la transition avait été sans heurts et avait pu aller à son terme, le Togo aurait-il pu éviter les crises politiques et les violences politiques qu'il a connues plus tard et qui continuent d'émailler ou de rythmer la vie des Togolais ? », « Au-delà des quelques dérapages verbaux dus à la colère, les travaux de cette conférence auraient-ils pu permettre de rendre le Togo meilleur ? », « La conférence nationale souveraine a-t-elle été simplement un échec ? » ou encore « Que peut-on en tirer, 25 ans après l'aune des difficultés et des avancées ? », sont entre autres questions qui trouveront de solutions au terme de cette table-ronde.

Pour l'ancien ministre de la Transition, malgré cette conférence, le Togo a toujours du mal à se démarquer de son prisme déformant. Résultat, l'alternance tant recherchée depuis 1991, tarde toujours à se concrétiser, même 25 ans après. Malgré les différentes mutations intervenues dans la classe politique nationale depuis lors. « L'intérêt de cette commémoration, c'est de revisiter ces assises nationales dans leurs analyses, leurs diagnostics sur les différents problèmes de notre pays, les solutions qui ont été proposées et voir essentiellement en quoi, les recommandations de la conférence auraient aidé le Togo à ne pas connaître les mêmes crises depuis 1991 », a notamment expliqué Me Jean Yaovi Dégli, Secrétaire général du Comité d'Organisation.

Tenues du 8 juillet au 28 août 1991, soit 51 jours, ces Assises nationales auxquelles avaient participé plusieurs acteurs et délégués de la vie sociopolitique auront, malgré quelques imperfections, néanmoins réussi à marquer l'amorce de l'ère démocratique au Togo.

M. T

## Visite du ministre Agadazi à l'INFA de Tové en vue d'aplanir les divergences

# La montagne accouche d'une souris

Comme nous l'avons toujours écrit dans nos colonnes, plus rien ne va à l'Institut National de Formation Agricole (INFA) de Tové où les dérives autoritaires, la culture de la médiocrité le disputent à l'opacité de gestion et au favoritisme. Ces actes de prévarication qui ne répondent à aucun principe de l'orthodoxie administrative et qui suscitent des antagonismes indicibles, semblent aujourd'hui franchir le seuil de l'intolérable. Pour arrêter l'hémorragie, le ministre Col de l'agriculture de l'élevage et de l'hydraulique, a daigné se déplacer personnellement le jeudi 16 juin 2016 dernier à Tové sous une pluie battante en compagnie d'un proche collaborateur et du Préfet de Kloto, pour écouter les « belligérants » et, pourquoi pas, remettre de l'ordre dans la maison. Pour l'heure, rien n'a filtré de cette rencontre qui, apparemment, a accouché d'une souris eu égard aux grincements de dents et à la grogne qui se font de plus en plus perceptibles au sein du personnel de l'Institut et dans les rangs des étudiants aux lendemains de cette visite.

### Des réactions sur les méthodes du DG

D'après nos informations, l'espoir de voir les antagonismes qui agitent cet institut réglés, suscité par l'annonce de l'arrivée à l'improviste du ministre, a complètement fondu comme du beurre au soleil. Réaction d'un agent de l'INFA : « Nous remercions notre ministre qui a cru devoir venir vers nous pour régler surplace et personnellement les multiples problèmes

enquête de moralité sur la personne avant, elles se seraient aperçues que sur le plan compétence, cette dernière n'est pas à la page. Pour d'autres, il appartiendrait à la race des opportunistes et autres vulgaires chasseurs de postes de responsabilité qui ne lésinent sur aucun moyen pour parvenir à leurs fins. Pour s'en convaincre, affirment-ils, il suffit d'interroger les différents responsables sous la tutelle de qui



Le ministre Ouro-koura Agadazi

responsabilité et qui a besoin d'un tout petit peu de temps pour se mettre au goût du jour : « Bien sûr le nouveau DG pose certains actes qui fâchent mais moi je considère qu'il s'agit tout simplement du manque d'expérience. Il nous revient plutôt de l'aider à redresser le tir que de le conduire à l'échafaud. Moi contrairement à mes collègues qui disent qu'il n'est pas compétent j'estime que ceux qui l'ont nommé, sont les seuls capables de se prononcer sur sa compétence et ceci, au regard de la feuille de route qui lui a été confiée. J'avoue qu'il a maille à partir avec certains formateurs et membres du personnel mais à mon avis ce n'est pas en le vouant aux gémonies que les choses vont s'arranger ici à l'INFA. C'est pour cette raison que je salue la démarche du ministre » nous a-t-il confié. Mais en attendant, les choses se dégradent à l'INFA.

### Ce qui ne va pas à l'INFA

A en croire des sources bien confirmées, l'infirmerie de l'Institut est tellement démunie qu'elle ne dispose même pas du moindre comprimé d'aspirine, de la moindre boîte de Sérum Antivenimeux (SAV) par ces temps de pluies où les cas de morsures de serpents peuvent se produire à tout moment. L'infirmière, ne cesserait de supplier en vain le DG par intérim de doter l'infirmerie du minimum.

Par ailleurs, les étudiants qui seraient à plus de 80 dans une salle, demanderaient également en vain, l'installation d'un micro pour mieux suivre les cours. Au niveau de la Ferme d'Application Pédagogique, la ponte aurait chuté jusqu'à 04 plateaux d'œufs par jour, pour la simple raison que les pondeuses vivent dans des conditions exécrables. « Elles n'ont pas suffisamment d'aliments. Même le copeau qui coûte moins de 10 000 FCFA, est resté dans le poulailler, des mois durant. Il a fallu que Dr Ali sorte de sa poche de l'argent pour en acheter en vue de la normalisation de la situation. Les étudiants qui

sont allés décaprer, sont tombés malades. Le jaune des œufs de l'INFA, est plus blanc que neige ! » nous confie une source.

Pour ce qui est de la programmation des cours, des problèmes subsistent : les cours ne seraient programmés qu'en fonction de la disponibilité des formateurs, ce qui obligerait les étudiants à des acrobaties incroyables pour sortir leur épingle du jeu. En cette veille des examens, beaucoup des cours principaux, ne seraient pas encore dispensés, paradoxalement, Dr Soédji s'en moque ou en donne l'impression. Il aurait interdit les sorties pédagogiques et l'achat des matériels pour les Travaux Pratiques. Pour ses détracteurs, tout porterait à croire, qu'il ne se préoccupe que des projets juteux, surtout lorsque l'information est bien répandue à l'INFA selon laquelle, il se préparerait activement à envoyer sa fille au Canada. Un projet qui, d'après les langues vipérines n'aurait même pas effleuré l'esprit du simple fonctionnaire de l'ITRA qu'était M. Soédji il y a quelques mois seulement.

A l'Institut, on ne comprend pas que le même DG par intérim qui prétend du manque de fonds pour justifier la non organisation d'une sortie pédagogique qui coûte moins de 50 000 FCFA, trouve les moyens d'ouvrir au sein de l'Institut, une cafeteria à coups de centaines de milliers de francs dont il confie la gestion à une certaine Pascaline avec qui il aurait des liens assez particuliers. Plus grave Dr Soédji aurait poussé l'outrecuidance d'ordonner à l'Econome et au DAF de ne jamais se mêler de la gestion de ladite cafétéria étant donné que la jeune dame en charge de la gestion, n'aurait de compte à rendre qu'à lui seul.

En ce qui concerne les séminaires qui, en dehors de la subvention de l'Etat, constitue une source de recettes complémentaire, ils se feraient de plus en plus rares, et pour causes : les séminaristes se plaignent du manque de draps convenables, de savons, de l'état dé-

fectueux des chambres et des toilettes, de surcroît mal entretenues du fait du manque chronique des produits d'entretien. Ils se plaindraient également du fait qu'à l'INFA, pour le petit déjeuner, on ne leur sert que 03 boîtes de lait pour 32 personnes au lieu d'une boîte pour deux et pour la pause-café, seulement 02 beignets et ¼ de jus d'orange.

Quant au système d'irrigation installé par les Israéliens, il ne fonctionnerait plus. Mais pour éviter la colère du ministre lors de son dernier passage à l'INFA, Dr Ali aurait inventé un prétexte pour minimiser la portée du dysfonctionnement.

Depuis la nomination du DG par intérim, comme par enchantement, les prélèvements pour le compte de l'INAM ne seraient plus opérés et en conséquence cet institut aurait suspendu ses prestations au bénéfice du personnel de l'INFA.

### Des combines contre un agent de l'Etat

Au regard de ce qui précède, quelques interrogations : à quoi a finalement servi le déplacement à Tové du ministre Agadazi ? La question mérite d'être posée parce que contrairement aux attentes des uns et des autres, le ministre n'a pas apporté l'apaisement tant souhaité à l'INFA. Plus grave, il n'aurait pas cru devoir recevoir les doléances des étudiants qui auraient tout tenté sans réussir à lui parler. Pourquoi s'était-il fait accompagner du préfet de Kloto au lieu de ses collègues de l'économie et des finances et de la fonction publique, vu que la crise que traverse cet institut porte beaucoup plus sur des problèmes de gestion et d'orthodoxie administrative ? Que vient chercher le préfet de Kloto dans ce dossier ? Sa présence aux côtés du ministre Agadazi, est-ce pour confirmer les rumeurs d'une combine imputée au « Vétérinaire » en complicité avec des chefs traditionnels et le préfet de Kloto contre un agent de l'INFA ? De sources concordantes recoupées à plusieurs niveaux rapportent en effet qu'une pétition dans ce sens aurait été soumise au président des chefs traditionnels de Kloto, Togbui Tchallé et au chef de Yokélé, Togbui Doumassi qui l'auraient fait signer à leurs collègues de la préfecture. Dans quel but ? Celui de faire perpétuer le désordre à l'INFA en accablant un agent qui ne demande qu'à rendre des services loyaux à l'Etat ?

Au moment où nous bouclions, nous apprenions qu'on s'employait à envoyer des plateaux d'œufs à certaines autorités administratives et traditionnelles de Kloto. Qui sont-elles et qu'elle en est la raison ? Prochainement dans nos colonnes.

L. L

**...contrairement aux attentes des uns et des autres, le ministre n'a pas apporté l'apaisement tant souhaité à l'INFA. Plus grave, il n'aurait pas cru devoir recevoir les doléances des étudiants...**

et conflits créés par le DG par intérim. Malheureusement, son emploi du temps très chargé, ne lui a pas permis d'aller jusqu'au bout de sa démarche. Cependant, il a pu nettoyer un peu la « porcherie » créée par un DG qui se croit tout permis ici, parce que comme il le dit lui-même, il aurait été nommé pour services rendus, c'est-à-dire, pour avoir battu campagne en avril 2015 en vue de l'élection du président Faure, aux côtés d'une ministre influente qui, comme lui, est originaire de la préfecture de Vo. » Le poste du DG, fût-il par intérim, n'est pas politique, mais technique, d'où notre surprise suite à cette allégation.

A l'INFA de Tové où nous avons débarqué le même jour pour « suivre de près et à chaud » cette rencontre que nous avons malheureusement « ratée » pour cause de retard dû aux problèmes de circulation, les témoignages recueillis sont assez édifiants sur la nécessité de nettoyer les écuries sans plus tarder dans ce sanctuaire de la formation agricole. D'aucuns estiment que le nouveau DG n'est pas l'homme qu'il faut à la tête de l'Institut et que si les autorités avaient mené la moindre

il avait servi avant sa nomination. D'autres encore, s'interrogent : « Celui qui passe tout son temps à vociférer qu'il a reçu des instructions fermes du ministre pour venir nous redresser ici, ou encore, sous son règne... etc., ne fait-il pas croire que l'Institut est devenu un royaume où il règne en maître absolu ? » En bref, les propos du DG par intérim que d'aucuns appellent ici « Le Vétérinaire » ne cessent de choquer plus d'un et de susciter des frustrations au sein du personnel et des formateurs. Ceux-ci, quant à eux, se demandent pour quelles raisons a-t-on cru devoir mettre un docteur vétérinaire à la tête d'une si grande administration qu'est l'INFA où exercent des Docteurs Ph D à qui le DG Soédji n'aurait aucun égard.

Faute de pouvoir joindre le Dg qui serait déjà parti pour Lomé, nous nous sommes entretenus avec un de ses proches collaborateurs qui a requis l'anonymat compte tenu nous a-t-il confié, de la complexité du sujet. Ce dernier estime qu'il n'y a pas lieu de déclarer la guerre à un formateur qui vient d'être fraîchement nommé à un poste de res-

# Côte d'Ivoire/ Affaire de coup d'Etat manqué au Burkina, mandat d'arrêt lancé contre sa personne, la révision constitutionnelle en cours, son avenir politique...

## Guillaume Soro situe l'opinion !

**Sa parole est rare depuis la chute de Blaise Compaoré. En début de semaine, Guillaume Soro, le numéro deux ivoirien, s'est exprimé sur RFI. Au début de cette année, la justice burkinabè a lancé contre lui un mandat d'arrêt pour complicité dans le putsch de septembre 2015. Mais depuis deux semaines, les juges de Ouagadougou ont renoncé à sa poursuite. Et aujourd'hui, le président de l'Assemblée ivoirienne ne cache pas son soulagement. Au micro de RFI Guillaume Soro s'exprime aussi sur son avenir. Il annonce que, « galvanisé » par le soutien du président Ouattara, il aimerait bien « rempiler » à la fin de cette année au poste de président de l'Assemblée. Lire plutôt !**

**RFI : Le Burkina Faso renonce à demander votre extradition. Comment réagissez-vous ?**

Guillaume Soro : Je dois dire que, sur la question du Burkina Faso, le président Ouattara lui-même a décidé de prendre en charge le dossier. Et donc je m'interdis tout commentaire sur la question du Burkina Faso, d'autant plus que j'ai été longtemps calomnié. Je suis même blessé et je considère qu'à partir du moment où c'est la décision du président de privilégier la voie diplomatique, je ne veux pas que quelques propos de moi soient interprétés d'une manière ou d'une autre.

**C'est vrai qu'il y a une supposée conversation téléphonique entre le Burkinabè Djibril Bassolé [opposant politique, aujourd'hui en prison] et vous-même au moment du putsch de septembre 2015. A Abidjan, beaucoup ont reconnu votre voix. Comment avez-vous réagi ?**

Ce dossier du Burkina, j'ai mis ce dossier derrière moi. Ça a été une étape difficile pour moi-même et ma famille. Ce qui m'intéresse, ce sont les affaires politiques intérieures de la Côte d'Ivoire.

**Et quand le Premier ministre burkinabè de l'époque Isaac Zida a déclaré que cet échange téléphonique était authentique, et que c'était bien vous. Est-ce que vous avez été tenté de le poursuivre en justice ?**

(Rires) J'ai considéré que c'était une vraie cabale. Ceci aujourd'hui heureusement est passé, ça a été une blessure qui s'est cicatrisée. Je ne parle plus du Burkina.

**Mais pourquoi dites-vous que c'est une calomnie ? Parce que ce n'est pas vous dans cette conversation ? C'est quelqu'un qui a imité votre voix ?**

Je ne rentrerai pas dans cette polémique puérile, quelquefois même ridicule et même insultante pour moi. Le plus important, c'est aujourd'hui que les relations entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso se portent mieux.

**Mais simplement, juste cette question toute simple : pourquoi n'avez-vous pas porté plainte contre les gens qui ont diffusé cette conversation téléphonique ?**

Est-ce que ça valait la peine de rentrer dans des débats d'égouts et dans une polémique stérile ? Je remarque au passage que ceux qui m'ont accusé n'ont pas apporté la preuve contraire non plus devant une juridiction.

**Et cette perquisition à votre domicile de Ouagadougou par la justice burkinabè, comment l'avez-vous vécue en octobre dernier ? Je suis sans haine, ni rancune. Vous**

savez, quand vous êtes un homme politique, vous recevez des coups, vous pouvez même être victime de cabales. J'ai trouvé que j'ai été offensé, blessé, meurtri, mais ce n'est pas le plus important.

**Si je comprends, pour vous, après cette dernière décision de la justice burkinabè, la page est tournée ?**

J'ai dit que ce dossier est bien loin derrière moi. Je vais de l'avant.

**Vous êtes un ami de toujours de Blaise Compaoré. Comment avez-vous réagi au fait que la justice burkinabè continuait de demander l'extradition de l'ancien président ?**

Cela est une affaire intérieure au Burkina Faso. Je m'interdis quelque commentaire que ce soit.

**Blaise Compaoré, c'est pour vous un très grand ami, non ?**

Oui, je ne renie pas mon amitié avec Blaise Compaoré. Jusque dans ma tombe, c'est un frère. Je m'honore de son amitié. Je ne dirai pas un mot de plus.

**Parlons Côte d'Ivoire. Premier rendez-vous politique important, en septembre 2016, la révision de la Constitution. Quels sont à votre avis les points importants qu'il faut modifier ?**

D'abord, il était évident pour tout citoyen, et pour moi particulièrement, que la nouvelle Constitution puisse s'imprégner des leçons à tirer de la guerre que nous avons connue.

**Vous voulez dire qu'il faut en finir avec le problème de l'ivoirité ?**

Absolument. Déjà à Linas-Marcousis [Discussions de sortie de crise post-électorale qui s'est conclue par les accords Kléber, dits de Marcousis, du 26 janvier 2003], il avait été question de réviser l'article 35 [de la Constitution] sur les conditions d'éligibilité. Mais je pense aussi que, dans le préambule, comme au Rwanda, il faudra bien une phrase pour interdire que la discrimination, la ségrégation, l'exclusion entre citoyens ivoiriens ne puissent prévaloir.

**Est-ce que vous êtes favorable à la création d'un poste de vice-président ?**

Je suis président de l'Assemblée nationale. Vous me permettrez de donner la primeur de ma position à l'occasion de la plénière qui se tiendra à l'Assemblée nationale.

**Depuis 2011, vous êtes le deuxième personnage de l'Etat. Mais si demain est créé un poste de vice-président, vous risquez de perdre votre place, non ?**

(Rires) Vous savez bien que je ne suis pas un homme à m'accrocher aux honneurs et aux préséances protocolaires. Ce sera au président Alassane Ouattara de donner le

dauphinat constitutionnel à qui il a le plus confiance. Maintenant je me réjouis d'avoir été le premier à qui il a fait confiance pour confier le dauphinat constitutionnel dans une période aussi difficile que le lendemain de la crise post-électorale de 2011. Je prends ça comme une fierté et je l'en remercie.

**Oui, mais il va y avoir nécessairement une querelle entre ce vice-président et le président de l'Assemblée pour savoir qui est le deuxième personnage de l'Etat ? Ah non, non. Il ne peut pas y avoir de querelle. Le vice-président sera la deuxième personnalité de l'Etat de Côte d'Ivoire et sera détenteur du dauphinat constitutionnel.**

**En ce qui vous concerne personnellement Guillaume Soro, est-ce que vous serez à nouveau candidat aux élections législatives de novembre prochain ? Et si vous êtes réélu, est-ce que vous serez candidat à nouveau à la présidence de l'Assemblée nationale ?**

Mais c'est bien vous qui disiez quelquefois qu'on ne change pas une équipe qui gagne ! Donc je pense avoir fait du bon travail à l'Assemblée nationale. Je serai candidat pour être député dans ma circonscription Ferke-Commune [Ferkessedougou-Commune, dans le nord de la Côte d'Ivoire] et j'en parlerai avec le président de la République. Et j'aimerais bien éventuellement rempiler au poste de président de l'Assemblée nationale.

**Vous dites que, pour être le dauphin du président Ouattara, il faut avoir toute sa confiance. Mais à Abidjan, certains disent que, depuis vos démêlés judiciaires avec le Burkina Faso, vous avez perdu cette confiance du président de la République ?**

(Rires) Non, non, non. Je crois que ma relation avec le président Alassane Ouattara est non seulement excellente, mais elle est au-dessus des conjonctures temporelles.

**Mais ne craignez-vous pas que certaines personnalités, comme le ministre de l'Intérieur Hamed Bakayoko, ne prennent votre place dans le cœur du président ?**

Mais ça, c'est purement de la gaminerie. Pourquoi voulez-vous que j'éprouve de la jalousie, ça n'a rien à voir ! Je souhaite bonne chance à qui le président de la République fera confiance.

**Quand vous dites que votre relation avec le président de la République est au-dessus des questions conjoncturelles, voulez-vous dire que vous êtes un ami de toujours, à la différence de certains autres hommes politiques en vogue aujourd'hui à Abidjan ?**

Le président Ouattara, pendant plus de dix ans, a pu peser et jauger ma loyauté et ma fidélité à sa personne. Et je peux affirmer aussi que, jusqu'à aujourd'hui, le président de la République ne m'a pas donné d'éléments ou d'occasions de douter. Donc, je suis en totale et pleine con-



fiance avec le président Ouattara qui, du reste, lorsque j'ai eu les ennuis judiciaires en France et au Burkina Faso, s'est pleinement impliqué et a lourdement pesé pour aider à régler ces questions.

**Et cela vous a rassuré ?**

Ça m'a non seulement rassuré, mais galvanisé.

**De ce point de vue, juste un mot encore sur le Burkina Faso. Vous qui connaissez bien le nouveau président, Roch Marc Christian Kaboré, est-ce que vous pensez qu'il a joué un rôle plutôt positif ou plutôt négatif dans cet apaisement ?**

Vous savez, depuis l'élection du président Roch Marc Christian Kaboré au Burkina, je n'ai pas eu le privilège d'avoir un contact avec lui. Donc il m'est difficile de porter un jugement.

**La présidentielle de 2020, vous y pensez ?**

En Côte d'Ivoire, tout le monde pense à la présidentielle de 2020. Mais en ce qui me concerne, je privilégierai l'ambition collective à l'ambition individuelle. Je suis un homme de mission, et non un homme d'ambition.

**Si, à la fin de cette année, vous êtes réélu au perchoir, est-ce que naturellement vous ne penserez pas à une candidature pour 2020 ?**

Evidemment en Côte d'Ivoire, tout le monde pense bien entendu à 2020. Et je pense que le président Ouattara pense à 2020, plus que tout le monde. Et avec son aîné, le président Henri Konan Bédié, je suis convaincu qu'ils sont soucieux de préparer de façon harmonieuse et tranquille leur succession.

**Et si les présidents Ouattara et Bédié vous demandent de vous préparer pour 2020, qu'est-ce que vous répondrez ?**

(Rires) Pour l'instant, ils ne l'ont pas encore demandé.

**Qu'est-ce que vous répondez à ceux qui disent que, par votre passé de chef rebelle, vous êtes moins rassembleur que d'autres hommes politiques de votre génération ?**

Qu'ils le disent, mais moi, je sais que j'ai des ressources pour avancer. Ça veut dire que j'ai pour moi mon parcours, mon discours. J'ai pour moi, comme on dit à Abidjan, « mon CV ». Et j'ai pour moi les amitiés et la confiance du président de la République, ce qui n'est pas rien.

**Sous le régime Gbagbo, vous étiez le chef de la rébellion. Du coup aujourd'hui, plusieurs organisations de défense des droits de l'homme pointent votre respon-**

sabilité dans les exactions commises. On pense notamment à Duékoué en mars 2011 [au moins 198 corps inhumés par les casques bleus de l'Onuci]. Est-ce que tout cela ne nuit pas à votre réputation ?

Alors si votre question s'entend dans le fait de dire qu'il y a eu des enquêtes et qu'il y a eu bien entendu quelques violations de droits de l'homme ça et là, je vous réponds qu'il faut laisser à la justice le soin de faire son travail en toute indépendance. Et quiconque sera convoqué répondra.

**Y compris vous-même ?**

Je ne me suis jamais soustrait à la justice. Si la justice de mon pays me convoque, je répondrai présent.

**Et si c'est la Cour pénale internationale ?**

Si la Cour pénale internationale veut m'entendre, elle m'entendra. Je ne vais pas me soustraire à la justice.

**Et sur la mort d'IB [le sergent Ibrahim Coulibaly], qui était l'un de vos rivaux à la tête de la rébellion et qui est mort assassiné en avril 2011 à Abidjan [dans le quartier populaire d'Abobo au nord d'Abidjan], est-ce que vous serez prêt également à répondre si un juge vous le demande ?**

Mais je ne vois pas ce que cette question a à voir. Vous avez dit qu'IB a été assassiné à Abobo. Je n'étais pas à Abobo. Pourquoi un juge voudrait m'entendre ?

**Sur vos relations avec la France, qui sont un petit peu compliquées depuis décembre 2015, depuis que la police française a voulu vous interpellier à votre domicile près de Paris, comment régler cette question suite à une plainte déposée il y a quatre ans par Michel Gbagbo, le fils franco-ivoirien de Laurent Gbagbo ?**

Deux choses. Mes relations ne sont pas compliquées avec la France, c'est faux de le dire. Il se trouve que j'ai été en France, en mission. Un juge, madame Sabine Khéris, bien connue dans le milieu puisque c'est la même dame qui a voulu interpellier un officiel marocain, c'est la même dame qui m'a envoyé un mandat d'amener. Donc il faut distinguer la France judiciaire et la France politique, c'est différent. Donc cette dame m'a envoyé un mandat d'amener, un abus de pouvoir puisque j'étais sur le territoire français avec l'immunité diplomatique. Cette question doit se régler au niveau de la justice. Elle a envoyé une commission rogatoire à Abidjan. Depuis le mois de janvier, la justice ivoirienne a écrit à madame Sabine Khéris pour lui demander de venir à Abidjan pour assister un magistrat pour m'entendre. Elle est absente. Elle n'est pas venue. Donc la balle est plutôt dans son camp. Quand je vois l'acharnement qu'elle a eu à vouloir m'entendre à Paris, je suis surpris qu'elle freine des quatre fers quand on lui donne l'opportunité justement de venir m'entendre à Abidjan.

rfi.fr

## FTF/ Reprise des compétitions nationales

**Les grandes interrogations**

Enfin les joueurs togolais reprendront le chemin des stades après la trêve forcée de deux ans. Le Comité Exécutif de la Ftf a annoncé la bonne nouvelle la semaine dernière à travers son chronogramme d'activité. A quel prix les clubs de D1 et D2 effectueront-ils leur rentrée sportive le 11 septembre prochain. Voilà donc la grande inquiétude qui contraste avec la bonne nouvelle de voir le ballon de nouveau rouler sur les stades.

Chronogramme assez étoffé, objectifs bien détaillés, il convient de saluer l'effort des nouveaux membres de donner

équipes Tigre Noir Zéphyr et Union Sportive de Masseda est-il définitivement scellé ? C'est autant d'interrogations qui tarau-



Col. Guy Akpovy, Pdt du Comité Exécutif de la FTF

calculs se rendre compte que la D1 se jouera à 14 tandis que la D2 se jouera par poule de 11 équipes, il est par contre difficile de savoir les équipes de D2 qui prendront part à la compétition. C'est d'ailleurs le même embargo qui entoure la problématique de la subvention des clubs quand on sait que les comptes de l'instance ont été depuis gelés. Même si au niveau de l'Etat il est plus que sûr que la subvention sera al-

louée, personne n'est par contre sûr à combien cette subvention sera fixée ni comment la Ftf s'évertuera à verser sa part. Assez d'exigences devront entourer cette compétition avec l'arrivée du technicien français Claude Leroy qui a la lourde mission de mettre en place une équipe locale digne de ce nom. Pour tutoyer l'excellence pour laquelle il a été recruté, les détections se feront-elles dans les

"champs de patate", qualificatif par lequel le nouveau sélectionneur des Eperviers désigne la pelouse du stade de Sokodé ? Le passage de Claude Leroy au Togo doit servir de déclic pour le décollage du football togolais et il est important de rappeler aux hautes sommités qui ont fait du rêve de l'excellence une réalité que la partie ne fait que commencer. La carte du mandat social trouve une bonne place sur l'échiquier sportif.

Le défi du nouvel élan est encore énorme. Bien que le colonel Akpovy et ses collaborateurs se trouvent sur la bonne voie, il est important de rappeler que le chemin est encore long et que les résultats attendus ne seront réconfortants que si le gouvernement apporte tout son soutien financier à la nouvelle équipe.

Del-Jo

**Le défi du nouvel élan est encore énorme. Bien que le colonel Akpovy et ses collaborateurs se trouvent sur la bonne voie, il est important de rappeler que le chemin est encore long...**

une autre image à l'instance suprême du football togolais. Seulement, ce souci de bien faire les choses n'occulte en rien les éternels questionnements qui reviennent dans le landerneau sportif togolais à chaque fois que la Ftf annonce le démarrage des championnats. La barre de la subvention sera fixée à combien en D1 et en D2 ? Combien de clubs participeront à la compétition ? En D1 comme en D2. Tous les terrains sont-ils homologués pour accueillir les différents championnats ? Pourquoi la D3 n'a-t-elle pas été programmée ? Que deviennent les deux clubs promus en D2 après le championnat de D3 organisé par le bureau de Gabriel Améyi ? Le sort des

dent les esprits. Même si compte tenu du calendrier des matches produit par le Comité exécutif de la Ftf l'on peut aisément, par les

## Championnat national de Maracana saison 2016

**La Renaissance MC met son titre en jeu**

Après la Can de Maracana, abritée par le Togo l'année dernière avec un sacre chez les vétérans, la Fédération Togolaise de Maracana (Fetoma) lance la saison 2016 de la discipline avec pour particularité, la catégorie des vétérans qui sera, pour la première fois, à l'honneur dans cette compétition qui s'annonce riche en duels. La compétition s'ouvre dans la zone de Lomé ce samedi avec 14 clubs engagés pour la succession de la Renaissance Mc, championne en titre. Pour cette première journée de la compétition qui se joue sur le terrain de Handball du stade municipal, 18 rencontres seront à l'honneur. Après Lomé, les zones de Kara, Atakpamé, Aného rentreront dans la danse



La Renaissance Mc, championne en titre

pour le choix des équipes devant disputer la phase nationale de ce championnat. Les 14 clubs qui s'engagent dans la zone de Lomé

pour le titre sont : la Renaissance Elite, Sao, Etecon, Abc. Mc, Red Stars, Mcl, Jdj, Botafogo, Fraternité, Dépêche, Cct-Batimat, Flamingo, Rangers,

Del-Jo

**FLAMBEAU**  
des Démocrates

Récépissé n°0317/16/05/2007HAAC  
Siège social : Bd du 13 Janvier,  
Nyékonakpoè 06 BP. 60364 Lomé  
Tél. (+228) 26 70 04 96  
e-mail : Loiclate@gmail.com  
Maison de la Presse Casier N°72

Directeur Général  
chargé de la Publication  
Loïc LAWSON  
(90 34 63 25)

Directeur de la Rédaction  
AGBESSI T. Isaac. (90 20 36 51)

Rédaction  
Edgar K. DJISSENOU  
Del-Jo - Magloire TEKO  
Stagiaire  
DOGBE-A. Koffi  
Correcteur  
Edgar K. DJISSENOU

PAO  
Geodecom (22 48 00 32 / 92 63 85 58)

Imprimerie : St Laurent  
Tirage : 3000 exemplaires

**FLAMBEAU**  
des démocrates

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS, D'INVESTIGATIONS, D'ANALYSES ET DE PUBLICITE

*Nous sommes journalistes*